

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 CHAMBERY

Chambéry le 20/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FERROPEM MONTRICHER**

USINE DE MONTRICHER - B.P. 1  
73870 LES KARELLIS

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/07/2023 dans l'établissement FERROPEM MONTRICHER implanté route des Karellis 73870 Saint-Julien-Mont-Denis. L'inspection a été annoncée le 17/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale relative à la gestion des situations de sécheresse dans les installations industrielles. Elle a également été l'occasion d'assurer le suivi des suites de la précédente visite d'inspection réalisée en août 2022 et d'échanger avec l'exploitant à propos de l'accident survenu à la fin du mois de juin 2023 au niveau du four 4.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FERROPEM MONTRICHER
- Route des Karellis 73870 Saint-Julien-Mont-Denis
- Code AIOT : 0006104426
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine de Montricher de la société FERROPEM se situe dans le département de la Savoie (73), dans la vallée de la Maurienne, sur la commune de Montricher-Albanne, en rive gauche de la rivière Arc.

Elle a été créée en 1914 et emploie aujourd'hui environ 180 personnes. Elle est spécialisée dans la fabrication de silicium et de fumées de silice destinés respectivement :

- à l'industrie chimique (silicium - 42% du volume de production);
- à l'industrie métallurgique (silicium - 18% du volume de production)
- à la fabrication des bétons et mortiers hautes performances (fumées de silice - 40% du volume de production).

Les installations de l'usine de Montricher comprennent principalement :

- des fours électriques (fours 4, 5 et 6 - puissance respective de 15, 15 et 20 MW) dans lesquels s'effectue la réduction du quartz en présence de houille, de coke et de bois ;
- des installations de broyage / concassage de silicium ;
- des stockages de matières premières et de produits finis.

Les installations sont mises à l'arrêt annuellement entre janvier et mars dans le but de réaliser diverses opérations de maintenance (période annuelle de grand entretien - 6 M€ d'investissements réalisés en 2023).

Les matières premières sont acheminées sur le site par transport ferroviaire (houille et quartz) ou par camions (bois). Les expéditions sont exclusivement réalisées par transport routier.

L'exploitation des installations est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/12/2008 et par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 14/08/2014, 13/01/2016, 19/11/2019 et 29/06/2022.

La prise de poste du directeur et du responsable QHSEE de l'usine de Montricher en 2022 fait suite à l'absence d'un responsable environnement pendant environ un an et demi ainsi qu'à un contexte de crise économique difficile.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suivi des suites de la visite d'inspection du 09/08/2022;
- gestion des situations de sécheresse dans les installations industrielles;
- accident du 24/06/2023.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 9.2.2	Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Origine des approvisionnements en eau	AP Complémentaire du 29/06/2022, article 4.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
11	Existence et validité d'une adaptation des restrictions	Arrêté Préfectoral du 07/06/2023, article 2	/	Lettre de suite préfectorale	Sans délais

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plan d'économie d'eau	Arrêté Préfectoral du 02/06/2022, annexe III	Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Suivi et respect des prélèvements autorisés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Respect des prélèvements autorisés	AP Complémentaire du 29/06/2022, article 9	/	Sans objet
6	Rubrique IOTA 1.1.2.0	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8 alinéa 2	/	Sans objet
7	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 4.2.2	/	Sans objet
8	Gestion économe de l'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14	/	Sans objet
9	Délimitation des zones de gestion	Arrêté Préfectoral du 07/06/2023, article 5	/	Sans objet
10	Organisation interne	Arrêté Préfectoral du 07/06/2023, article 5	/	Sans objet
12	Organisation en période de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 07/06/2023, article 2 alinéa 5	/	Sans objet
13	Déclaration d'incident	Code de l'environnement, article R. 512-69	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est sensible aux enjeux relatifs à la gestion des situations de sécheresse dans ses installations industrielles. Il a mis en place une veille quotidienne dans le but de se tenir informé des évolutions éventuelles de la situation propres à la zone de gestion Maurienne dans laquelle est implantée son établissement. Il assure également une veille à propos des différents textes réglementaires applicables.

**L'exploitant a répondu au sondage de la DREAL et a demandé à pouvoir bénéficier d'une exemption des restrictions d'usages applicables en Savoie.** Il a à ce titre établi un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) qu'il tient à la disposition des installations classées. La complétude de ce document relève de la responsabilité de l'exploitant. **Le document présenté à l'inspection des installations classées n'est cependant que partiellement complété et doit être mis à jour sans délais afin de justifier de la demande d'exemption.**

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Relevé des prélèvements d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> visite d'inspection du 09/08/2022
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit mettre en place une organisation pour faire un relevé quotidien comme demandé par l'arrêté préfectoral. Une évaluation de la consommation doit également être réalisée de manière fréquente, pour détecter toute dérive. L'exploitant doit mettre en place une organisation permettant d'identifier au plus tôt toute dérive de la consommation d'eau sur le site, notamment en évaluant de manière précise la

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 9.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> visite d'inspection du 09/08/2022
consommation réelle du site. Il informera l'inspection de son action sous un mois.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la visite d'inspection du 09/08/2022, l'exploitant a transmis ses éléments de réponse par courrier le 30/09/2022 et par courriel le 03/11/2022. Il a en particulier indiqué avoir modifié son organisation interne dans le but d'effectuer un relevé quotidien des compteurs au droit des points de prélèvements. Il a précisé avoir mis en place un registre au format informatique pour consigner l'ensemble des relevés. Un extrait du registre allant du 19/09/2022 au 30/09/2022 avait été transmis à l'inspection des installations classées. Le tableur numérique complet avait également été transmis par l'exploitant.</p> <p><b>Par courrier préfectoral du 24/02/2023, il a été indiqué que les éléments transmis permettaient de répondre aux demandes de l'inspection des installations classées et de solder le suivi de ce point de contrôle.</b></p> <p><b>L'exploitant doit cependant apporter des précisions à propos de l'évaluation de la consommation nette de l'établissement, en particulier pour la quantité d'eau "consommée" par évaporation au droit des tours aéroréfrigérantes (détermination par le calcul, moyens permettant de mesurer réellement la quantité d'eau évaporée, etc.)</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a de nouveau présenté le registre informatique dans lequel sont consignés les relevés quotidiens des compteurs. La présence des compteurs au droit du point de prélèvement dans le milieu naturel et au droit du point de prélèvement sur le réseau public a été vérifiée. La présence du débitmètre ajouté par l'exploitant au niveau de la zone de stockages des matières premières a également été vérifiée</p> <p>L'exploitant a également indiqué qu'il avait installé au cours du premier trimestre 2023 un débitmètre à l'entrée de l'usine au droit de l'arrivée de la conduite de prélèvement depuis le milieu naturel (valeur 500 m3/h).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Plan d'économie d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/06/2022, annexe III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> visite d'inspection du 09/08/2022
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit compléter le plan d'économie d'eau comme demandé par l'arrêté préfectoral du 02/06/2022. Au-delà de l'urgence actuelle, ce plan doit notamment étudier la possibilité de faire évoluer le refroidissement du four 6 pour optimiser la consommation en eau. Le plan complété doit être transmis à l'inspection sous un mois.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les éléments transmis par l'exploitant par courrier du 30/09/2022 ne permettaient pas de répondre aux demandes formulées par l'inspection des installations classées au travers du rapport de la visite du 09/08/2022. En réponse au courrier du 24/02/2023, l'exploitant avait transmis une nouvelle réponse par courrier le 27/03/2023 comprenant une mise à jour succincte du tableau des mesures organisationnelles. L'arrêté préfectoral du 02/06/2022 dont était issu le point de contrôle a été modifié par l'arrêté préfectoral du 07/06/2023 dont l'annexe III définit les nouvelles mesures</p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/06/2022, annexe III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> visite d'inspection du 09/08/2022
de gestion et de limitations des usages adaptées à la situation de la ressource en eau. Dans le cadre de la réponse au sondage de la DREAL, l'exploitant a indiqué le 29/03/2023 qu'il souhaite pouvoir bénéficier d'une adaptation au régime au titre du cas d'exemption n°3. Cette demande d'adaptation doit faire l'objet d'un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) argumenté et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce document remplace donc le Plan d'Economie d'Eau évoqué l'année dernière. Le sujet est abordé plus loin dans le présent rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Origine des approvisionnements en eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/06/2022, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans l'exploitation de ses installations pour limiter les flux d'eau.  [...]  Les prélèvements d'eau dans le milieu naturel qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :  [...]</p>
<p><b>Constats :</b>  Les prélèvements d'eau de l'établissement sont réalisés au droit des points suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• sur le réseau public;</li> <li>• dans le milieu naturel depuis la conduite forcée mise en oeuvre sur l'Arc au droit de la retenue de Saint Martin la Porte. L'exploitant a précisé que cette conduite est commune avec l'entreprise TRIMET et que le prélèvement est réalisé par gravité.</li> </ul> <p>Ces points de prélèvement sont tous les 2 équipés d'un compteur qui est relevé quotidiennement par l'exploitant avec consignation dans un tableur numérique (tableur présenté en salle, présence des compteurs vérifiée sur le terrain). Les relevés présentés par l'exploitant indiquent que les prélèvements dans le milieu naturel sont supérieurs à 7000 m<sup>3</sup>/ an et que les prélèvements dans le réseau public sont inférieurs à 50 000 m<sup>3</sup>/an.</p> <p>Les origines des points de prélèvements d'eau de l'établissement sont conformes avec les prescriptions réglementaires applicables. Les échanges entre l'inspection des installations et l'exploitant (visite du 09/08/2022, courrier de réponse du 30/09/2022 et courriel de réponse du 03/11/2022, visite d'inspection du 28/07/2023) indiquent que les eaux prélevées sont utilisées pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• milieu naturel: usage industriel pour le refroidissement des systèmes d'électrodes des fours électro-métallurgiques, pour le refroidissement du métal liquide au niveau des installations de recoulée et pour l'arrosage maîtrisé des stocks de quartz en vue de limiter les risques d'envols des poussières;</li> <li>• réseau public: usage principalement domestique et en cas de besoin pour le réseau de sprinklage et appoints ponctuels pour remettre à niveau les bassins de refroidissement des fours 4/5.</li> </ul> <p><b>L'exploitant doit quantifier l'usage industriel réalisé avec l'eau prélevée depuis le réseau public</b></p>

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/06/2022, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>afin de démontrer le respect de la prescription de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/06/2022 qui mentionne que les eaux prélevées sur le réseau public sont des "eaux domestiques uniquement". En cas de besoin, il appartient à l'exploitant de transmettre un dossier de porter à connaissance (modification des installations) afin de solliciter une révision des prescriptions.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Suivi et respect des prélèvements autorisés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme indiqué précédemment, l'exploitant a modifié son organisation suite à la visite d'inspection du 09/08/2022 afin de réaliser un relevé quotidien des compteurs installés sur les points de prélèvements dans le milieu naturel et depuis le réseau public. Le registre dans lequel sont consignés les relevés a été présenté en salle. L'exploitant a précisé que la saisie est aujourd'hui réalisée manuellement par un opérateur. Bien que les valeurs limites réglementaires soient connues de la part de l'opérateur, une automatisation du fichier est prévue à court terme afin de pouvoir signaler tout dépassement éventuel et de faire remonter les informations directement auprès de l'équipe de supervision.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il ne dispose que d'un seul compteur pour l'eau prélevée dans le réseau public et qu'il n'est aujourd'hui pas en mesure de quantifier les usages et consommation de cette eau (<a href="#">cf. point de contrôle précédent pour la quantification de l'usage industriel</a>).</p> <p>Les valeurs présentées permettent de remonter le suivi de la consommation d'eau prélevée jusqu'en 2007. Elles indiquent une consommation annuelle moyenne égale à environ la moitié de la valeur limite autorisée (4 380 000 m<sup>3</sup>/an).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Respect des prélèvements autorisés**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 29/06/2022, article 9
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les prélèvements d'eau dans le milieu naturel qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : [...]
<b>Constats :</b> <a href="#">Cf. points de contrôle n°3 et n°4.</a>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Rubrique IOTA 1.1.2.0**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8 alinéa 2
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsque le prélèvement d'eau est effectué par pompage dans les eaux souterraines ou dans un cours d'eau, sa nappe d'accompagnement, un canal ou un plan d'eau alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe, l'installation de pompage doit être équipée d'un compteur volumétrique. Ce compteur volumétrique est choisi en tenant compte de la qualité de l'eau prélevée et des conditions d'exploitation de l'installation ou de l'ouvrage, notamment le débit moyen et maximum de prélèvement et la pression du réseau à l'aval de l'installation de pompage. Le choix et les conditions de montage du compteur doivent permettre de garantir la précision des volumes mesurés. Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que le prélèvement dans le milieu naturel ne se fait pas par un système de pompage mais via une conduite gravitaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Plan des réseaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2008, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>• les dispositifs de protection de l'alimentation [...] ;</li> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs) ;</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôles et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un plan de l'établissement sur lequel sont représentés les équipements relatifs aux entrées et aux sorties d'eau. La version du document présentée est datée de mai 2018 et n'a donc pas été mise à jour suite à l'ajout de certains équipements en 2022.</p> <p><b>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il lui appartient de mettre à jour le plan des réseaux de son établissement en cas de modification.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Gestion économe de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite sauf autorisation explicite par l'arrêté préfectoral.</p> <p>L'arrêté d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondation, ou à un risque de pénurie, parallèlement aux mesures prises pour d'autres catégories d'installations en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du Code de l'environnement. Cette limitation ne s'applique pas au réseau incendie.</p> <p>Les niveaux de prélèvements prennent en considération l'intérêt des différents utilisateurs de l'eau, en particulier dans les zones de répartition des eaux définies en application de l'article R. 211-71 du Code de l'environnement.</p> <p>Ils sont compatibles avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux, lorsqu'il existe.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement dispose de 3 fours de fusion:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les fours 4 et 5 sont refroidis via un système en circuit fermé;</li> <li>• le four 6 est refroidi via un système de tours aéroréfrigérantes avec évaporation de l'eau.</li> </ul> <p>L'exploitation de ces équipements est en particulier autorisée par les prescriptions du chapitre 8.1 de l'arrêté préfectoral du 16/12/2008.</p> <p><b>Conformément aux échanges ayant déjà eu lieu avec l'inspection des installations classées, l'exploitant a indiqué que le planning prévisionnel de mise en circuit fermé du système de refroidissement du four 6 s'étalera sur la période 2024/2025. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il doit la tenir informée des avancées de ce projet et des</b></p>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>modifications qui seront apportées aux installations existantes.</b> Les niveaux de prélèvements autorisés sont prescrits par l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16/12/2008 et sont repris dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/06/2022. L'exploitant a indiqué que les systèmes de refroidissement des fours 4 et 5 sont pourvus d'automatismes sécuritaires permettant de détecter une éventuelle fuite d'eau. Il a également précisé qu'il fait désormais appel à un prestataire spécifique (cordiste) pour les opérations de nettoyage de la toiture en lieu et place de l'utilisation des lances à eaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 9 : Délimitation des zones de gestion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément à la carte jointe en annexe 1-1 sont définies 8 zones de gestion : [...]
<b>Constats :</b> L'établissement est implanté sur la commune de Saint Julien Mont Denis. L'exploitant sait que son établissement se trouve dans la zone de gestion Maurienne placée en situation de vigilance conformément à l'arrêté préfectoral 2023-0887 du 24/07/2023 (situation de vigilance maintenue par l'arrêté préfectoral 2023-0990 du 22/08/2023). L'exploitant a une bonne connaissance des derniers textes en vigueur relatifs à la gestion des situations de sécheresse dans les installations industrielles: en particulier l'arrêté préfectoral cadre sécheresse du 07/06/2023, l'arrêté préfectoral du 24/07/2023 portant limitation de l'usage de l'eau en Savoie et l'arrêté ministériel du 30/06/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 10 : Organisation interne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant a mis en place une organisation pour s'assurer qu'il identifie quotidiennement les prescriptions applicables à son installation (restrictions sécheresse) et applique cette organisation.
<b>Constats :</b> L'exploitant réalise une veille quotidienne via les outils PROPLUVIA et VIGIEAU dans le cadre de la gestion des situations de sécheresse dans les installations industrielles et dans le but de pouvoir

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
adapter les méthodes de travail en cas de canicule (protection des travailleurs). Les informations disponibles sont relayées auprès des salariés de l'établissement via la mise en place d'affichettes et via une diffusion interne de la revue hebdomadaire. Des consignes particulières sont de plus rappelées au droit de chaque point d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Existence et validité d'une adaptation des restrictions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant a-t-il répondu au sondage DREAL sur ses prélèvements et s'est-il positionné sur un cas d'adaptation des restrictions ?
<b>Constats :</b> L'exploitant a répondu au sondage de la DREAL le 29/03/2023. <b>Il a indiqué qu'il souhaite bénéficier d'une adaptation des mesures de gestion et de limitation des usages de la ressource en eau (cas n°3) et a établi un PSH en conséquence.</b> Par courriel du 21/06/2023, l'exploitant a indiqué que le document était en cours de rédaction et qu'il serait transmis dès qu'il serait finalisé. Le document a été présenté et commenté sommairement lors de la visite d'inspection. Il a en parallèle été transmis à l'inspection des installations classées par courriel le 28/07/2023. <b>Le PSH transmis par l'exploitant n'est que partiellement renseigné et il ne peut donc pas être considéré comme recevable. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que la complétude de ce document relève de sa responsabilité et qu'il doit donc mettre à jour le document sans délais afin de démontrer que les efforts déjà mis en oeuvre constitue une réduction au minimum de ses besoins en eau s'il veut pouvoir bénéficier d'une exemption. Le cas échéant, l'exploitant ne pourra prétendre à l'application des mesures de restriction.</b> L'inspection des installations classées rappelle également à l'exploitant que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 sont susceptibles d'être applicables aux installations de son établissement, en particulier les prescriptions de l'article 2 qui impose des mesures de restriction dès le niveau d'alerte.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> sans délais

**N° 12 : Organisation en période de sécheresse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2023, article 2 alinéa 5
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant a mis en place une organisation pour limiter ses prélèvements d'eau en période de sécheresse et applique cette organisation.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/06/2023, article 2 alinéa 5
<b>Thème(s) :</b> Autre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Constats :</b> cf. points de contrôle n°10 et n°11. L'exploitant a indiqué que le prélèvement dans le milieu naturel ne peut pas être modulé car il est réalisé via une conduite gravitaire. Etant donné que les meilleures techniques disponibles sont déjà mises en oeuvre au droit des fours 4 et 5, il n'est pas possible non plus pour l'exploitant d'optimiser plus sa consommation d'eau relative au refroidissement de ces équipements. Le projet de mise en circuit fermé du système de refroidissement du four 6 d'ici 2025 est par contre la principale mesure qui permettra de réduire la consommation totale d'eau de l'établissement. D'ici la mise en oeuvre de ce projet, l'exploitant prévoit de réduire progressivement la puissance du four 6 d'une valeur d'un mégawatt dès qu'un seuil de gestion sécheresse est dépassée. Il a précisé qu'il ne serait pas possible de descendre en dessous d'une puissance égale à 18 MW pour des raisons de maintien du process de fabrication du silicium par coulées continues mais a indiqué que cette diminution de puissance pourrait conduire à une réduction de la consommation d'eau allant de 10% (niveau alerte) à 18,2% (niveau crise). L'eau prélevée sur le réseau public est très majoritairement utilisée à des fins domestiques. Des mesures de réduction sont mises en place par l'exploitant au travers des consignes et des rappels passés auprès des salariés de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 13 : Déclaration d'incident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a informé l'inspection des installations classées par courriel du 03/07/2023 d'un accident survenu au droit du four 4 le 24/06/2023. Lors de cette notification l'exploitant a transmis la fiche de notification d'incident/accident ainsi qu'un fichier relatif au retour d'expérience

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p>formalisé en interne. La visite d'inspection a été l'occasion pour l'exploitant de revenir plus en détails sur cet évènement. Ce type d'évènement est, d'après l'exploitant, déjà arrivé une fois dans une des usines du groupe FERROGLOBE implantée aux Etats Unis. Il serait lié aux travaux d'étanchéité réalisés pendant l'hiver au droit de la jupe du four 4 et à l'âge avancé d'une des trémies qui aurait constitué un point de fragilité et qui aurait céder avant la rupture de l'élément fusible (manche en kevlar) suite à l'effondrement de la charge du four et à l'augmentation des fumées. L'étanchéité réalisée cet hiver a été déposée provisoirement en conséquence et une interdiction d'accès au bâtiment dans lequel se trouve le four a été mise en place lorsque l'équipement est en fonctionnement. Des échanges entre l'exploitant et la direction technique de Chambéry sont en cours afin d'obtenir une confirmation par le calcul de l'origine de l'accident. Des échanges ont également lieu entre la direction de l'établissement et les membres du CHSCT.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet